



## **EXTRAIT**

### Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **10 AVRIL 2025** sur convocation adressée aux  
Conseillers le 4 avril 2025

#### **ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET PRINCIPAL**

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **dix avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, **Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

**Présents** – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, Mme Isabelle GIRARD, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, M. Eric MALEVERGNE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN, M. Vincent METIVIER, Mme Nathalie FERNANDES, M. Alexis CHANTELOUP, M. Serge Koba, M. Emmanuel CANTO, M. Christophe HAUTBOURG, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC, M. Francis POEZEVARA

**Ont donné mandat** – M. Jean-Michel MARCHIONI à Mme Ronit KAROTCHI, M. Moussa GHANEM à M. Christian GUILLEROT, Mme Dominique RENOUF à Mme Marie-Cécile MENARD, Mme Sophie ANDRE à M. Robert BERNASCONI, Mme Isabelle CAZENAVE à M. Vincent METIVIER, Mme Marion LAMBERTI à M. Pascal CAUMONT, Mme Géraldine HERMANN à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Najat ZERHOUNI à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Edouard LOTTEAU à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Olivia SZATKOWSKI à M. Alexis CHANTELOUP, Mme Anne BRUMENT à Mme Bouchra SIRSALANE

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

## ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET PRINCIPAL

Après les orientations budgétaires exposées lors de la séance du 21 mars 2025, le budget 2025 propose à l'assemblée délibérante la mise en œuvre de celles-ci.

Il faut au préalable rappeler le contexte inédit d'élaboration du projet de budget 2025. La Loi de Finances, tardivement promulguée le 14 février dernier, met à la charge du budget qui sera proposé au Conseil Municipal une somme de près de 9 M€ supplémentaires.

La bonne gestion et la résilience dont font preuve les services municipaux nous permettent aujourd'hui de vous présenter un budget à l'équilibre, sans dette ou augmentation de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Depuis 2019, la Ville de Puteaux a dépensé moins mais mieux. Alors que l'inflation cumulée entre 2019 et 2024 atteint +16,2%, les dépenses réelles de fonctionnement de la Ville n'ont, elles, variées que de +10%. C'est ici la meilleure réponse apportée au discours de l'Etat qui dit que les collectivités dépensent trop et participent gravement au déficit.

En 2025, s'ajoutera au montant de la péréquation 2024 (18,2 M€) une somme de 8 M€ se composant de 5 M€ de fonds de péréquation intercommunale et communal (FPIC) supplémentaires et d'un nouveau mécanisme de péréquation, le DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales) de 3 M€. Au total, la péréquation représenta 575 € par habitant soit 26,5 M€.

Dans le même temps, la plupart des recettes de fonctionnement n'ont que faiblement progressé :

- La suppression de la taxe d'habitation représente un manque à gagner de -2,8 M€ lié à l'absence d'actualisation depuis 2021,
- Le taux de foncier bâti, 16,01%, est inchangé depuis 19 ans,
- La dynamique de la fiscalité économique a été transférée à l'établissement public territorial et à la Métropole du Grand Paris,
- Les principaux tarifs ont été seulement corrigés de l'inflation.

Malgré cette situation inédite, la Ville continuera d'offrir un service de haute qualité aux Putéoliens et finalisera, sans recours à l'emprunt, des projets structurants tels que :

- L'ouverture du parvis de l'Hôtel de Ville (12 M€ sur 20 M€ au total),
- Le financement à 80% d'une aire de jeux dans le quartier Boieldieu (500 K€ sur un total de 1,8 M€),
- La poursuite de cours Oasis (650 K€),
- La finalisation des travaux pour sécuriser les piétons et les vélos sur la D913 (4,1 M€),
- La poursuite des travaux de réduction progressive de la consommation d'énergie et pour la mise en accessibilité des bâtiments (3,1 M€), le déploiement des Leds (1,3 M€ ou encore divers travaux dans les équipements de la Ville (3,6 M€).

Selon l'évolution du contexte national et en fonction des nouvelles décisions prises par le Gouvernement, la ville pourra être amenée à revoir son budget en décision modificative, comme le font communément l'ensemble des collectivités sur un exercice budgétaire.

## I – La section de fonctionnement

Le budget de fonctionnement s'équilibre comme suit :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	Recettes
Opérations réelles 2025	210 606 629 €	213 159 064 €
Excédent reporté 2024		27 664 983 €
Affectation du résultat 1068		
Restes à réaliser 2024		
Opérations d'ordre 2025	30 467 418 €	250 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>241 074 047 €</b>	<b>241 074 047 €</b>

La section de fonctionnement regroupe essentiellement les opérations courantes et récurrentes de la ville, en recettes comme en dépenses :

- Les recettes correspondent aux services mis en place pour répondre aux besoins des Putéoliens (restauration scolaire, accueil en crèches, centres de loisirs), aux impôts locaux (TFB – TFNB - THRS) <sup>1</sup>, aux participations versées par nos partenaires comme le Département, la Région, la CAF, à l'attribution de compensation versée par la Métropole du Grand Paris depuis 2016, aux loyers du patrimoine locatif telle que la résidence étudiante.
- Les dépenses de fonctionnement recensent les salaires du personnel communal, la maintenance et l'entretien des bâtiments, de la voirie et des parcs et jardins, l'approvisionnement en matières premières, telle que l'alimentation et les fournitures, les subventions versées aux associations, le coût des prestations réalisées au bénéfice des différentes politiques publiques menées par la municipalité telle que la culture, le sport, l'environnement, le social.

### 1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement budgétées pour 2025 intègrent le résultat de fonctionnement reporté de l'exercice 2024, inscrit en recettes au chapitre 002 « résultat reporté » pour un montant de 27 664 983 €.

Elles s'établissent comme suit :

<sup>1</sup> Taxe Foncière sur les propriétés Bâties – Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties – Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires

Chapitre	Recettes de fonctionnement (en €)	BP 2024	BP 2025
013	Atténuations de charges	200 000 €	210 000 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	17 872 374 €	19 720 243 €
73	Impôts et taxes	116 589 635 €	116 589 635 €
731	Fiscalité locale	63 571 000 €	63 865 058 €
74	Dotations et participations	5 702 612 €	6 724 616 €
75	Autres produits de gestion courante	3 115 487 €	4 846 312 €
	<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>207 051 108 €</b>	<b>211 955 864 €</b>
76	Produits financiers	- €	350 000 €
77	Produits exceptionnels	2 700 €	- €
78	Reprises sur provisions semi-budgétaires	119 300 €	853 200 €
	<b>Total des recettes réelles de fonctionnt</b>	<b>207 173 108 €</b>	<b>213 159 064 €</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	100 000 €	250 000 €
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>100 000 €</b>	<b>250 000 €</b>
	<b>Total de l'exercice (hors excédent reporté)</b>	<b>207 273 108 €</b>	<b>213 409 064 €</b>
R002	Excédent reporté	24 823 991 €	27 664 983 €
	<b>TOTAL des recettes de fonctionnement</b>	<b>232 097 099 €</b>	<b>241 074 047 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Hors fiscalité, les recettes de fonctionnement se composent principalement de :

- Les produits des services (chapitre 70) regroupent les services et activités mis à la disposition des Putéoliens pour un montant de 19,7 M€ en 2025, soit une augmentation de 10% par rapport au budget 2024 compte-tenu de la fréquentation des différents sites et des montants constatés pour 2024 grâce aux succès de la saison culturelle et sportive.
- Les dotations et participations (chapitre 74) proviennent essentiellement de financements obtenus de la CAF des Hauts de Seine et du Conseil Départemental grâce aux conventions qui nous lient et sont prévues pour 6,7 M€ au total. Ces participations permettent de financer une partie des dépenses à destination des crèches, jardins d'enfants, relais d'assistantes maternelles et des accueils de loisirs. L'évaluation est faite en fonction de l'activité dans chaque équipement. On retrouve également dans ce chapitre, un remboursement de TVA sur des dépenses de fonctionnement très ciblées de la collectivité.
- Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) comprennent les loyers perçus et des remboursements de charges ainsi que les redevances versées par les délégataires de service public pour un total de 4,8 M€. Certaines recettes dites exceptionnelles en M14, sont, depuis l'adoption de la nouvelle nomenclature comptable M57, retracées au chapitre 75 telles que les avoirs remboursés par nos prestataires.
- Les reprises de provisions (chapitre 78) seront réalisées pour financer l'achat d'un bail commercial qu'il est nécessaire d'acquérir pour la réalisation de certains projets dans le haut de Puteaux.

La fiscalité locale (chapitre 731-nouveau chapitre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024) est d'un montant de 63,9 M€ et recense :

- Le produit prévisionnel des taxes foncières bâti et non bâti ainsi que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour un montant de 55 M€ une fois le coefficient correcteur de la taxe d'habitation déduit (9,1 M€). Les taux sont stables, l'augmentation résulte exclusivement de décisions prises par l'Etat.  
Le montant de la fiscalité est calculé avec les mêmes taux de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties depuis 19 ans. Le taux de taxe d'habitation à ce jour uniquement applicable aux résidences secondaires reste identique également. Pour rappel, les taux communaux sont les suivants :
  - o Taxe foncière pour les propriétés bâties (TFB)
    - Taux : 16,01%
  - Taxe foncière pour les propriétés non bâties (TFNB)
    - Taux : 12,01%
  - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires :
    - Taux : 13,39%
- Les droits de mutation évalués à 3 M€ comme pour le budget de 2024.
- La taxe de séjour (1,2 M€) ainsi que la taxe additionnelle à la taxe de séjour intégralement reversée (2,7 M€).
- La taxe sur la consommation finale d'électricité (1 M€).
- Ainsi que divers droits de voirie ou taxes sur la publicité extérieure (933 K€)

Les impôts et taxes (chapitre 73) comprend uniquement, depuis la mise en place de la M57, l'attribution de compensation versée par la métropole du Grand Paris pour 116,6 M€. Ce montant est figé.

## 2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses courantes de fonctionnement inscrites au budget 2025 subissent des augmentations automatiques : évolution de carrière pour les dépenses de personnel (glissement vieillesse technicité, application de clauses contractuelles ou bien encore l'inflation. Elles permettent d'assurer un niveau de service élevé au bénéfice des putéoliennes et putéoliens.

Elles s'établissent comme suit :

Chapitre	Dépenses de fonctionnement (en €)	BP 2024	BP 2025
011	Charges à caractère général	63 643 349 €	59 082 693 €
012	Charges de personnel	74 000 000 €	75 394 200 €
014	Atténuations de produits	21 925 670 €	29 273 670 €
65	Autres charges de gestion courante	45 798 124 €	45 982 847 €
	<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>205 367 143 €</b>	<b>209 733 410 €</b>
66	Charges financières	- €	- €
67	Charges exceptionnelles	42 400 €	23 719 €
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires	3 293 006 €	849 500 €
	<b>Total des dépenses réelles de fonctionnt</b>	<b>208 702 549 €</b>	<b>210 606 629 €</b>
023	Virement à la section d'investissement	11 394 550 €	18 467 418 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 000 000 €	12 000 000 €
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>23 394 550 €</b>	<b>30 467 418 €</b>
	<b>Total de l'exercice (hors excédent reporté)</b>	<b>232 097 099 €</b>	<b>241 074 047 €</b>
D002	Déficit de fonctionnement reporté	- €	- €
	<b>TOTAL des dépenses de fonctionnement</b>	<b>232 097 099 €</b>	<b>241 074 047 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

*\*Pour mémoire, le virement constitue une dépense de fonctionnement au profit de la section d'investissement. Cette dépense de fonctionnement se budgete mais ne se matérialise pas (absence de mandat). Il s'agit d'une prévision d'autofinancement.*

L'évolution des dépenses courantes est contenue hors obligation législative :

- Les charges à caractère général (chapitre 011) baissent de - 7% par rapport au budget 2024 pour se rapprocher du réalisé. L'effort attendu lors du vote du budget de 2024 sur la maîtrise des consommations d'énergie ayant porté ses fruits et les installations de LEDs ayant été poursuivies, une nouvelle baisse de -4% est attendue cette année. Ce chapitre regroupe à lui seul 30% des dépenses réelles du budget 2025.

Les contrats de maintenance et de prestations de services obligatoires pour le bon maintien de nos équipements et la sécurité de nos installations, l'entretien et le nettoyage du patrimoine de commune, l'achat de prestations de services à destination de la politique culturelle, de loisirs et d'animation de la ville sont recensées dans ce chapitre. Enfin les frais d'alimentation et de transport pour les services jeunesse et les prestations en lien avec les activités des services.

- Les charges de personnel (chapitre 012) augmentent de 1,4 contre 1,7 M€ l'an passé soit une évolution de 2% seulement qui confirme une gestion maîtrisée de la masse salariale.
- Les atténuations de produits (chapitre 014) regroupent l'ensemble des prélèvements sur les recettes de la ville. Cette année encore, on y retrouve la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) pour 1,5 M€, le fonds de solidarité de la région Ile-de-France (FSRIF) pour 14,8 M€ et le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour un montant de 7,1 M€. S'ajoutent 3 M€ au titre du DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales).

Le montant total de la péréquation avoisine les 26,5 M€ pour 2025 du fait de 2 nouveaux dispositifs législatifs :

- Le DILICO qui coûtera 3 M€ à la ville de Puteaux dès cette année,
- Le nouveau mode de calcul du FPIC<sup>2</sup> qui fait passer la contribution de la commune de 2,2 M€ en moyenne à plus de 7M€

Puteaux restera une fois de plus, le plus gros contributeur à ces dispositifs de péréquation horizontale, auxquels il convient d'ajouter les pertes dues à la péréquation verticale avec une dotation globale de fonctionnement (DGF) qui n'est plus versée à la ville depuis 10 ans maintenant.

Instauré l'an dernier à l'occasion des jeux olympiques, le reversement de la Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour au bénéfice d'Ile de France mobilité pour un montant de 2,7 M€ apparaît sur ce chapitre. Rappelons que cette taxe additionnelle de 200% votée par l'Etat et obligatoire, est appliquée sur le montant de la taxe de séjour des communes. Puteaux sert uniquement de guichet en lieu et place de cet organisme sans aucune compensation financière. La taxe de séjour est inchangée à Puteaux depuis 2018.

- Le montant du Fonds de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) à Paris Ouest la Défense pour 36,7 M€ apparaît sur le chapitre des autres charges de gestion courante (chapitre 65) et représente à lui seul 80% de ce type de dépenses. Il sera à actualiser en cours d'année en fonction de l'évolution du pacte financier et fiscal.

Les subventions versées par la ville sont également inscrites sur ce chapitre pour 1,2 M€ ; un montant identique à celui de 2024.

- De nouvelles provisions sont inscrites (chapitre 68) pour 850 K€ comme la réglementation l'exige.

## **II – La section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre comme suit :

	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes
Opérations réelles 2025	67 579 440 €	37 362 022 €
Excédent reporté 2024		7 064 004 €
Affectation du résultat 1068		2 260 463 €
Restes à réaliser 2024	11 696 594 €	2 372 128 €
Opérations d'ordre 2025	7 250 000 €	37 467 418 €
<b>TOTAL</b>	<b>86 526 034 €</b>	<b>86 526 034 €</b>

*Contrairement à la section de fonctionnement, la section d'investissement porte les projets de la ville à moyen et long terme et leurs financements.*

*Le budget d'investissement regroupe :*

- *En dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. On peut citer les achats de mobilier, matériel, véhicules.*

<sup>2</sup> Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal

*L'acquisition de biens immobiliers, la réalisation d'études et de travaux sur des structures existantes ou pour des équipements à venir.*

- *En recettes : les recettes dites patrimoniales sont en lien avec les permis de construire délivrés par la commune comme la taxe d'aménagement, les dépenses réalisées sur les exercices antérieurs pour la récupération d'une partie de la TVA et le financement des projets au travers des subventions d'investissement perçues de nos partenaires institutionnels pour une nouvelle école par exemple.*

## 1. Les recettes

Elles s'établissent comme suit :

Chapitre	Recettes d'investissement (en €)	BP 2024	BP 2025
13	Subventions d'investissement	4 941 033 €	2 778 752 €
23	Immobilisations en cours	- €	- €
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>4 941 033 €</b>	<b>2 778 752 €</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 152 000 €	6 400 000 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	- €	2 260 463 €
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 €	1 000 €
27	Autres immobilisations financières	- €	- €
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 571 100 €	5 823 390 €
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>8 724 600 €</b>	<b>14 484 853 €</b>
	<b>Total des opérations pour compte de tiers</b>	<b>13 611 476 €</b>	<b>22 358 880 €</b>
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>27 277 109 €</b>	<b>39 622 485 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	11 394 550 €	18 467 418 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 000 000 €	12 000 000 €
041	Opérations patrimoniales	5 000 000 €	7 000 000 €
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>28 394 550 €</b>	<b>37 467 418 €</b>
	<b>Restes à réaliser</b>	<b>4 402 725 €</b>	<b>2 372 128 €</b>
001	Résultat reporté	19 894 622 €	7 064 004 €
	<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>79 969 006 €</b>	<b>86 526 034 €</b>

*Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.*

Les dotations (chapitre 10) recensent :

- La recette issue du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) sur le montant des dépenses d'équipement réalisées il y a 2 ans. Cette année le montant est estimé à 5,4 M€,
- La taxe d'aménagement est budgétée pour 1 M€ comme l'an dernier.

Les financements de nos partenaires pour environ 2,8 M€ (chapitre 13). Parmi les plus significatives :

- 1,7 M€ pour le Parvis de l'hôtel de Ville et 100 K€ pour la vidéoprotection par le département des Hauts-de-Seine dans le cadre du contrat départemental.
- La Région Île-de-France apportera un financement de 674 K€ repartis entre les travaux de la Vieille église, les travaux sur la RD 913 ainsi que 142 K€ dans le cadre du dispositif Île-de-France Nature.
- 115 K€ par le SIPPEREC pour divers travaux



S'ajoutent également les produits de cession (chapitre 024) pour un montant de 5,8 M€.

## 2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont budgétées à hauteur de 86 M€ pour 2025 en intégrant les reports des années antérieures pour un montant de 11,7 M€.

Elles s'établissent comme suit :

Chapitre	Dépenses d'investissement (en M€)	BP 2024	BP 2025
20	Immobilisations incorporelles	3 092 335 €	1 757 983 €
204	Subventions d'équipement versées	3 575 660 €	3 968 572 €
21	Immobilisations corporelles	15 163 371 €	18 101 221 €
23	Immobilisations en cours	19 937 500 €	21 365 784 €
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>41 768 866 €</b>	<b>45 193 560 €</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	- €	- €
16	Emprunts et dettes assimilées	33 500 €	27 000 €
27	Autres immobilisations financières	10 000 €	- €
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>43 500 €</b>	<b>27 000 €</b>
	<b>Total des opérations pour compte de tiers</b>	<b>13 615 711 €</b>	<b>22 358 880 €</b>
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>55 428 077 €</b>	<b>67 579 440 €</b>
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	100 000 €	250 000 €
041	Opérations patrimoniales	5 000 000 €	7 000 000 €
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>5 100 000 €</b>	<b>7 250 000 €</b>
	<b>Restes à réaliser</b>	<b>19 440 929 €</b>	<b>11 696 594 €</b>
001	Résultat reporté		
	<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>79 969 006 €</b>	<b>86 526 034 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Les immobilisations incorporelles (chapitre 20) d'un montant de 1,8 M€ correspondent aux études avant et pendant travaux parmi lesquelles peuvent être citées : les travaux pour la vieille église, le projet d'acquisition du bail du café de la gare (préempté).

Les subventions d'équipement (chapitre 204) intègrent comme chaque année le versement à la brigade des sapeurs-pompiers de la ville Paris d'une participation financière. Pour 2025 son montant est de 205 K€ contre 175 K€ l'an passé. L'office de l'Habitat de Puteaux percevra un financement de 1,45 M€ et Paris La Défense un de 1,76 M€. Enfin, à titre exceptionnel cette année, un fonds de concours est prévu pour le réaménagement des aires de jeux dans le quartier Boieldieu.

Les immobilisations corporelles (chapitre 21) et les immobilisations en cours (chapitre 23) enregistrent l'ensemble des projets structurants de la ville et les travaux de remise en l'état du patrimoine communal. L'an passé 3 autorisations de programme ont été votées pour mettre en valeur les politiques menées en matière d'investissement pour les espaces verts, la voirie et le patrimoine communal. Le montant des crédits à ces 3 autorisations sont intégrés aux projets marquants pour 2025 qui sont :

- Parvis de l'Hôtel de Ville : 12 M€
- Démarrage des travaux vieille église : 600 K€

- Jardins à venir : Jardins d'hiver rue Colin 1,3 M€, finalisation du jardin des terrasses : 180 K€ (finalisation du projet près de 3,5 M€), Jardin du Presbytère : 163 K€ (AP = 1 M€)
- Participation à PLD pour l'aire de jeux dans le quartier Boieldieu : 500 K€ (sur un total de 1,8 M€ qui sera à financer par Puteaux)
- Cours Oasis : 650 K€
- Dépenses aménagements pistes cyclables / RD 913 : 4,1 M€ de travaux
- Ploemur : extension (400 K€) et fusion de 8 bungalows en 4 (800 K€). S'ajoute des acquisitions de mobiliers (80 K€) et des travaux pour les espaces verts pour les nouveaux bungalows (100 K€).
- Voirie : angles de rues (320 K€) et travaux sur voiries (850 K€)
- Panneaux photovoltaïques / Rénovation énergétique lié au décret tertiaire : 1,5 M€ + 50 K€ de frais d'études
- Mise en accessibilité / ADAP : 1,5 M€
- Déploiement LED sur voiries : 1,3 M€
- Aménagement du module du Skate Park : 246,2 K€

Les emprunts et dettes assimilés (chapitre 16) comprennent le remboursement des cautions versées par les usagers des différents services de la mairie notamment pour les parkings.

### 3. L'écoquartier des Bergères

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'aménagement des ZAC Bergères et Charcot a été transféré à POLD qui dispose d'un budget annexe. Ces deux opérations continuent à être opérationnellement conduites par la ville dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage.

Les dépenses d'investissement supportées sur le budget communal à hauteur de 22,3 M€ sur le chapitre 45 « opérations pour compte de tiers » et une recette d'investissement du même montant.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le projet de budget primitif 2025 du budget principal.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 1612-1,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982,

Vu la loi de finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 pour 2024,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2023 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération prenant acte de la présentation du rapport égalité femmes-hommes du Conseil municipal du 21 mars 2025,

Vu les orientations budgétaires pour l'exercice 2025 ayant fait l'objet d'un débat et d'un rapport dont le Conseil municipal a pris acte le 21 mars 2025,

Vu le compte de gestion et le compte administratif du budget principal de la ville pour l'exercice 2024 adoptés lors de la présente séance,

Vu la délibération portant affectation du résultat 2024 adoptée lors de la présente séance,

Vu le projet de budget primitif du budget principal 2025 ci-annexé,

Considérant que le rapport sur l'égalité femmes-hommes a été présenté préalablement au débat sur le vote du budget et que le débat d'orientations budgétaires s'est également tenu préalablement au vote du budget primitif dans le respect de la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il est nécessaire d'adopter un budget primitif du budget principal pour l'année 2025 avant le 15 avril 2025,

Vu le rapport de présentation ci-annexé,

DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Adopte le budget primitif 2025 strictement équilibré en dépenses et en recettes comme suit :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles 2025	210 606 629 €	213 159 064 €	67 579 440 €	37 362 022 €
Excédent reporté 2024	- €	27 664 983 €	- €	7 064 004 €
Affectation du résultat 1068				2 260 463 €
Restes à réaliser 2024			11 696 594 €	2 372 128 €
Opérations d'ordre 2025	30 467 418 €	250 000 €	7 250 000 €	37 467 418 €
TOTAL	241 074 047 €	241 074 047 €	86 526 034 €	86 526 034 €

**Article 2** : Précise que l'équilibre du budget sera réalisé sans recours à l'emprunt.

Le 18/04/2025

Pour le Maire et par délégation  
Le 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire



MAIRIE DE PUTEAUX  
HAUTS-DE-SEINE

Anne-Marie AMSELLEM

Le 17/04/2025

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



MAIRIE DE PUTEAUX  
HAUTS-DE-SEINE

Maire de Puteaux  
Vice-président du territoire  
Paris Ouest La Défense

**Délibération adoptée,  
par :**

39 **Voix pour**  
2 **Voix contre**  
2 **Abstention(s)**  
0 **NPPV**

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

*Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.*